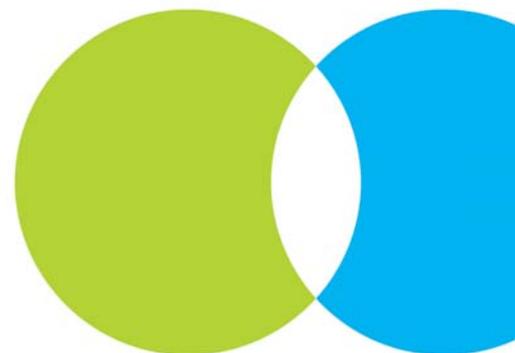
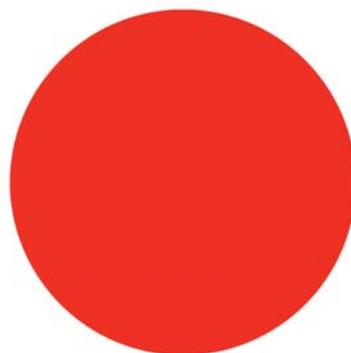


**Le Conference  
Board du Canada**



# **L'industrie canadienne des fonds d'investissement**

Évaluation de son empreinte économique

Présenté à :

L'Institut des fonds d'investissement du Canada

Préparé par :

Robyn Gibbard et Nigel Russell

Le Conference Board du Canada

Août 2019



**L'empreinte  
économique de  
l'industrie canadienne  
des fonds  
d'investissement**

# Résumé

## Aperçu

- Non seulement l'industrie des fonds d'investissement aide-t-elle les Canadiens à épargner pour leur avenir, mais elle contribue aussi de façon importante à l'économie du pays.
- En 2018, l'empreinte économique totale de l'industrie des fonds d'investissement était évaluée à 37,1 milliards de dollars canadiens en PIB.
- L'industrie des fonds d'investissement employait directement 81 000 personnes (équivalents temps plein) et soutenait 260 000 emplois dans l'économie plus vaste.
- L'industrie paye bien en comparaison d'autres industries, et les emplois ne se retrouvent pas seulement dans les centres financiers, mais dans les collectivités et les provinces d'un bout à l'autre du Canada.

Avec leur population vieillissante et leur économie en transformation depuis déjà quelques décennies, les Canadiens recourent de plus en plus aux fonds d'investissement pour atteindre leurs objectifs d'épargne. D'après des données de l'Institut des fonds d'investissement du Canada, les sociétés canadiennes de gestion de fonds détenaient en 2018 plus de 1,7 billions de dollars en épargnes sous la forme de fonds communs de placement et de fonds négociés en bourse.

L'industrie des fonds d'investissement représente un moyen pour les Canadiens d'atteindre leurs objectifs financiers, mais elle contribue aussi de façon importante à l'économie du pays. À travers le pays, les sociétés de gestion de fonds du Canada emploient des conseillers financiers, des gestionnaires de fonds et des employés de soutien. L'industrie achète aussi des services et des produits d'autres entreprises canadiennes. Dans ce rapport, nous présentons une estimation de l'empreinte économique de l'industrie des fonds d'investissement et fournissons des données sur ses dépenses en produits et services, le nombre d'emplois qu'elle soutient et les recettes que l'État tire de ses activités.

En 2018, le produit intérieur brut (PIB) directement attribuable à l'industrie des fonds d'investissement au Canada s'élevait à 9,7 milliards de dollars. Au total, l'industrie a payé 8,3 milliards de dollars en salaires et autres formes de rémunération à ses 81 000 employés (équivalents temps plein) et a directement versé 3,7 milliards de dollars au trésor public.

Globalement, l'empreinte économique de l'industrie, c'est-à-dire la somme de son activité économique directe, indirecte et induite, se chiffre à 260 000 emplois équivalents temps plein et se traduit par l'ajout de 37,1 milliards de dollars au PIB national et de 7,3 milliards au trésor public. Il importe de signaler que ces chiffres se limitent au Canada. Si nous incluons la chaîne d'approvisionnement mondiale de l'industrie, l'empreinte de celle-ci serait naturellement plus large.

Par l'importance de son activité économique, l'industrie des fonds d'investissement se compare à l'industrie de la construction aéronautique ou du raffinage du pétrole. Côté emplois, elle dépasse légèrement l'industrie du transport aérien.

Depuis 10 ans, l'industrie a connu une croissance nettement plus rapide que la moyenne canadienne. Entre 2008 et 2018, son PIB a crû à un rythme considérablement supérieur au reste de l'économie. Sa productivité a augmenté, tout comme le nombre de ses emplois, et le revenu du travail du secteur a progressé à presque deux fois le rythme du revenu du travail dans le reste de l'économie.

Les résultats de notre analyse montrent que l'industrie des fonds d'investissement contribue appréciablement à l'économie canadienne. Son empreinte économique totale (impacts directs, indirects et induits) a atteint 1,7 % du PIB total du Canada en 2018. À l'ère de la mondialisation où bon nombre de sources traditionnelles d'activité économique disparaissent et où les industries plus anciennes vont s'installer dans d'autres pays, il ne faut pas sous-estimer l'importance économique d'une industrie canadienne des investissements.

# Introduction

L'industrie des fonds d'investissement est celle qui, dans le secteur financier canadien, se consacre à la vente de fonds communs de placement et de fonds négociés en bourse (FNB) aux particuliers du Canada de même qu'à la gestion de ces fonds.

Au Canada, cette industrie joue un rôle essentiel auprès de nombreux Canadiens qui s'appuient sur ses conseillers financiers pour conseil en matière d'épargne et de placements. Chose importante, les Canadiens se servent bien plus de ces services aujourd'hui que par le passé, ce qui s'explique par une population vieillissante qui a besoin de soigneusement planifier sa retraite. De l'ordre de 100 milliards de dollars au début des années 1990, les placements gérés par l'industrie des fonds d'investissement atteignaient en mai 2019 une valeur de 1,71 billions de dollars, ce qui représente environ 38,0 % du patrimoine financier privé au Canada. En comparaison, les caisses de retraite en fiducie détiennent des actifs du même ordre, à 1,9 billions de dollars.

Habituellement, les Canadiens traitent avec l'industrie des fonds d'investissement par la voie de conseillers financiers qui les aident à planifier leurs finances, à épargner suffisamment pour atteindre leurs objectifs financiers et à bien penser leur portefeuille de placements. Au Canada, les sociétés de gestion de fonds donnent la possibilité de placer de petits montants que les sociétés gèrent et négocient sur les divers marchés internationaux. Économiquement, ces sociétés et ces professionnels aident leurs clients à concevoir des stratégies de placement et d'épargne à long terme, ce qui a pour effet de favoriser une croissance économique stable et saine.

Dans ce rapport, nous commençons par décrire l'industrie canadienne des fonds d'investissement et expliquons la méthode que nous avons suivie pour arriver à nos résultats. Nous quantifions ensuite les impacts économiques de l'industrie et examinons en particulier son empreinte économique totale, les produits et services qu'elle achète de ses fournisseurs, le nombre de personnes qu'elle emploie et les recettes fiscales qu'elle assure. Nous terminons notre analyse par un examen de l'impact de l'industrie sur l'économie canadienne, en nous concentrant sur le nombre d'emplois bien rémunérés qu'elle crée et sa contribution globale au PIB du Canada.

Ce rapport, le premier de deux, vise à dresser un tableau général de l'empreinte économique de l'industrie canadienne des fonds d'investissement. Le second portera plus précisément sur la quantification de l'effet des conseils financiers sur le taux d'épargne des Canadiens et sur l'économie dans son ensemble. Plus simplement, disons que le premier rapport répond à la question « Que fait l'industrie des fonds d'investissement pour le Canada? » et que le second répondra à la question « Que font les conseils financiers pour les Canadiens et pour le Canada? ».

## Définitions

**Produit intérieur brut (PIB)** : Mesure la production à l'intérieur d'une certaine région pendant une période donnée. Il existe plusieurs façons de calculer le PIB, mais le concept de la valeur ajoutée en est peut-être la plus facile à comprendre.

**Valeur ajoutée (ou extrant net)** : On l'établit pour chaque industrie en calculant la différence entre les recettes totales et la somme des dépenses faites pour l'achat des pièces, des matériaux et des services utilisés dans le processus de production. En calculant la valeur ajoutée par toutes les industries d'une région, on obtient le PIB de la région.

**Empreinte économique** : C'est la contribution globale d'une industrie ou d'un secteur à l'activité économique nationale. Elle comprend les impacts directs, indirects et induits décrites ci-dessous.

**Impacts directs** : Valeur ajoutée à l'économie qui est directement attribuable au secteur. Équivalent aux rémunérations payés aux travailleurs, aux bénéfices gagnés par l'industrie, aux impôts payés aux gouvernements et aux frais payés aux régulateurs.

**Impacts indirects (ou impacts par la voie de la chaîne d'approvisionnement)** : Valeur ajoutée que les entreprises du secteur apportent à l'économie en achetant des intrants ou des services de soutien intermédiaires. Ces achats de produits et services faits auprès de fournisseurs constituent la chaîne d'approvisionnement.

**Impacts induits** : C'est le résultat des dépenses par les employés et les propriétaires d'entreprises de leurs revenus et bénéfices. Ces achats faits auprès d'entreprises de l'économie plus vaste se soldent par un plus grand nombre d'emplois, des salaires plus élevés et donc des revenus et des recettes fiscales supérieurs.

Le **multiplicateur économique** d'un secteur correspond au rapport entre l'empreinte globale du secteur sur l'économie et l'activité économique qu'il génère.

# L'industrie des fonds d'investissement

## dans son contexte

D'après ses recettes annuelles, la taille de l'industrie canadienne des fonds d'investissement a plus que doublé depuis 2006, et a enregistré l'an dernier des recettes de 30,6 milliards de dollars en comparaison de 14,4 milliards en 2006. Cela représente un taux de croissance annuelle composé de 6,5 %, donc bien supérieur au taux de croissance de l'économie canadienne en général. Après la crise financière de 2008, l'industrie a connu une période de contraction pendant laquelle ses recettes ont chuté de 15,8 % environ, mais elle a connu une forte reprise en 2010, qui lui a assuré une croissance de 18,9 % cette année-là. (Voir le graphique 1.)

Au Canada, l'actif des fonds communs de placement et des FNB a augmenté de 117 % entre 2006 et 2018; en mai 2019, il était évalué à 1,71 billions de dollars. La plus grosse part de cet actif est détenue par des clients de l'Ontario (45,4 %), suivis de clients du Québec (18,6 %), de la Colombie-Britannique (13,5 %) et de l'Alberta (11,5 %). Pour bien mesurer ce que représente un actif de 1,7 billion de dollars, notons que le PIB national total était de 2,0 billions de dollars l'an dernier.

Il importe de noter que l'actif investi et administré par les gestionnaires du patrimoine au Canada se compose souvent de fonds d'épargne et de retraite de particuliers canadiens qui confient leur argent à leurs conseillers financiers. L'industrie des fonds d'investissement joue un rôle important dans l'économie en favorisant des taux d'épargne plus élevés et en aidant les Canadiens à faire des placements qui leur permettront d'atteindre leurs objectifs financiers à plus long terme.

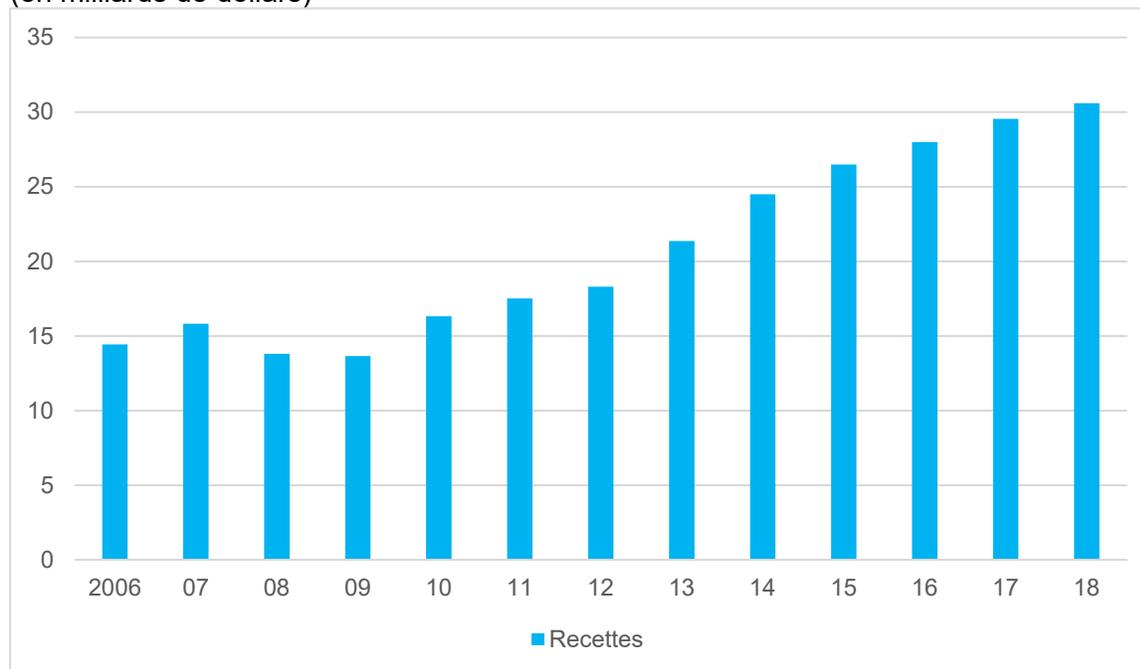
Autrement, les sommes épargnées servent aussi à acheter des actions et des obligations d'entreprise ou d'État, ce qui assure une précieuse source de financement aux entreprises et aux gouvernements. Selon Fundata, l'industrie canadienne des fonds d'investissement fournit actuellement aux entreprises canadiennes 370 milliards de dollars en capital investi sous la forme d'actions et 167 milliards additionnels sous la forme d'obligations d'entreprise. De plus, en 2018, selon l'Association canadienne du commerce des valeurs mobilières, l'industrie a aidé l'État à amasser 172,5 milliards de dollars sous la forme de titres de créance<sup>1</sup>. D'un côté, les Canadiens veulent faire fructifier leurs épargnes et, de l'autre, des entreprises et l'État recherchent des sources de financement. Il s'établit de part et d'autre une relation symbiotique qui profite à tout le monde.

---

<sup>1</sup> Association canadienne du commerce des valeurs mobilières, *Le secteur de l'investissement au Canada : Survol de 2018*.

## Graphique 1

### Recettes annuelles de l'industrie canadienne des fonds d'investissement (en milliards de dollars)



Sources : Le Conference Board du Canada; L'Institut des fonds d'investissement du Canada.

En grande partie, l'industrie des fonds d'investissement finance ses activités au moyen du ratio des frais de gestion (RFG), calculé d'après les frais de gestion engagés par l'entreprise pour l'année, l'impôt et les taxes qu'elle a payés et ses frais d'exploitation. Pour les nombreux Canadiens qui confient le placement de leurs épargnes à des sociétés de gestion du patrimoine, ce ratio revêt une grande importance dans la mesure où il détermine le pourcentage qui sera retiré des gains de placement pour l'année<sup>2</sup>. Entre 2006 et 2018, les RFG moyens ont légèrement diminué au Canada. Le ratio pour le Canada se situe actuellement à 1,80 %, au lieu de 2,02 % en 2006.

Le RFG moyen varie très peu d'une province à l'autre. Les frais de gestion sont relativement stables dans l'ensemble du Canada, parce que les clients, où qu'ils soient au Canada, paient les mêmes frais pour les mêmes fonds. Par ailleurs, le RFG est la plus importante source de recettes pour l'industrie. Il sert à payer les gestionnaires de fonds et les courtiers qui, souvent, touchent une commission de suivi des gestionnaires de fonds. Certains courtiers imposent aussi des frais directs pour leurs services. Ces frais, qui représentent actuellement une portion relativement faible des recettes totales, se sont montés à 2,1 milliards de dollars en comparaison des 30,6 milliards gagnés par l'industrie en 2018.

<sup>2</sup> Par exemple, si les gains de placement sont de 9,0 % et le RFG d'une société est de 3,0 %, le client reçoit 6,0 % de ses gains de placement, soit la différence après le retrait des montants correspondant aux frais de gestion, des taxes et impôt payés par la société de gestion du patrimoine et de ses frais d'exploitation.

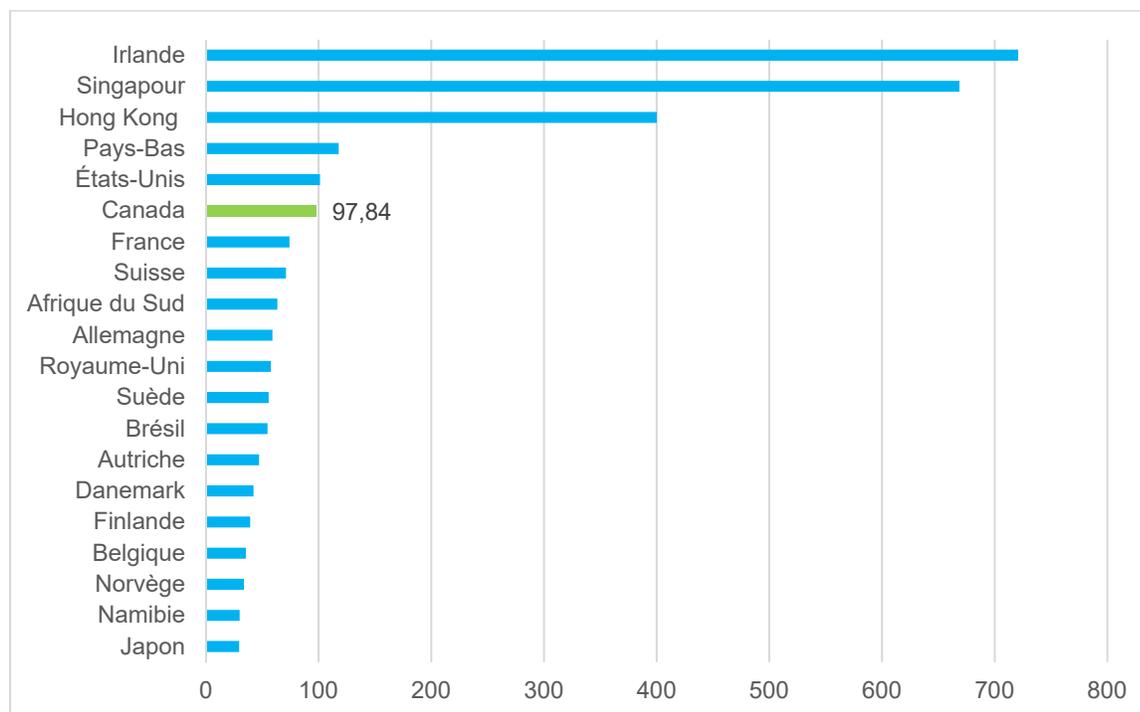
À l'échelle mondiale, l'actif détenu par l'industrie des fonds d'investissement s'élevait à 50,4 billions de dollars américains en 2018, au lieu de 53,11 billions à la fin de 2017<sup>3</sup>. La plupart de l'actif était composé d'actions (43,0 %), suivies des obligations (22,0 %), des fonds mixtes (13,0 %) et des fonds négociés sur les marchés monétaires (13,0 %).

Une bonne manière d'évaluer cette information par pays est d'analyser la taille de l'industrie des fonds d'investissement du pays par rapport au PIB total national. (Voir le graphique 2.) En comparaison des industries de fonds d'investissement de pays au même niveau de développement que le Canada, l'industrie canadienne est relativement importante, à environ 97,8 % du PIB national<sup>4</sup>. De fait, d'après cette mesure, l'industrie canadienne se classe au sixième rang, bien en avance sur l'industrie française, au septième rang, avec 23,6 points de pourcentage de moins.

## Graphique 2

### Classement de pays selon le rapport entre l'actif de leur industrie de fonds d'investissement et le PIB, en 2016

(%)



Nota : Seuls les pays pour lesquelles il existait des données pour 2016 ont été analysés. L'absence de données pour 2017 et 2018 n'a pas permis d'analyse pour ces années.

Sources : Le Conference Board du Canada; La Banque mondiale.

En comparaison, l'industrie canadienne des fonds d'investissement est nettement plus importante que celles de la plupart des pays développés quand on mesure leur actif par rapport au PIB national. Les industries des trois pays en tête (l'Irlande, Singapour et

<sup>3</sup> Association internationale des fonds d'investissement, *Worldwide Regulated Open-End Fund Assets and Flows*.

<sup>4</sup> La Banque mondiale, *Global financial development*.

Hong Kong) forment clairement une bande à part. L'actif géré par les industries de ces pays qui sont des centres financiers extraterritoriaux vient en grande partie d'autres pays. À l'exclusion des industries de ces pays, l'industrie canadienne arrive au troisième rang, juste après celles des États-Unis et des Pays-Bas.

Plusieurs indicateurs peuvent expliquer la taille de l'industrie canadienne des fonds d'investissement par rapport au reste du monde et les raisons pour lesquelles les Canadiens confient dans une proportion relativement élevée leurs fonds de placement à leurs conseillers financiers. Les résultats d'une enquête menée par Pollara indiquent que les investisseurs dans les fonds communs de placement canadiens ont une grande confiance dans les fonds communs de placement comme moyen d'atteindre leurs objectifs financiers et sont très satisfaits (95,0 %) de la gestion de leurs placements<sup>5</sup>. La plupart des Canadiens qui investissent dans des fonds communs de placement indiquent en outre qu'ils apprécient l'expertise de leur conseiller et son service personnalisé, les stratégies d'épargne qu'il propose et ses encouragements à faire des placements réfléchis<sup>6</sup>. Si ces indicateurs n'expliquent pas pleinement pourquoi l'industrie canadienne des fonds d'investissement est si importante, ils suggèrent néanmoins que les Canadiens sont largement satisfaits des services financiers qui leur sont offerts.

Une autre raison pour laquelle les Canadiens font confiance aux fonds d'investissement est que, en comparaison des autres moyens d'investissement, les fonds communs de placement et les FNB leur permettent d'investir de petits montants dans des portefeuilles diversifiés gérés par des professionnels dûment formés<sup>7</sup>. De plus, les Canadiens peuvent accéder aux fonds communs de placement par l'intermédiaire de leur banquier, d'un planificateur financier, d'une maison de courtage, d'une coopérative d'épargne et de crédit ou d'une société de gestion de fonds d'investissement. En raison de leur souplesse, les fonds de placement représentent une option attrayante pour ceux qui ne se sentent pas à l'aise à l'idée d'investir ou de négocier des titres par eux-mêmes.

---

<sup>5</sup> Pollara Strategic Insights et L'Institut des fonds d'investissement du Canada. *Sondage auprès d'investisseurs canadiens en fonds communs de placement*.

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> Autorités canadiennes en valeurs mobilières, *Fonds communs de placement*.

## Méthodologie

Pour ce rapport, nous avons quantifié l’empreinte économique de l’industrie canadienne des fonds d’investissement. Pour calculer une empreinte économique, il faut estimer l’impact total de l’industrie en question sur l’économie dans son ensemble. Pour faire cela on utilise des modèles économiques qui aident à comprendre les effets plus vastes de changements dans l’activité de l’industrie sur l’économie en général.

Le plus grand impact est celui de l’activité économique directement attribuable à l’industrie (impacts directs), qui prend principalement la forme des salaires versées aux personnes directement employées par l’industrie et des bénéfices générés. Par ailleurs, pour assurer son fonctionnement normal, l’industrie doit se procurer des intrants d’autres industries (impacts indirects, que l’on appelle souvent les impacts à la chaîne d’approvisionnement). Or, une partie des revenus et des recettes générés par toutes ces activités entraînera des dépenses dans d’autres secteurs de l’économie (impacts induits).

La première étape consiste à obtenir les recettes totales de l’industrie des fonds d’investissement à l’échelon provincial. Malheureusement, ces données ne sont pas accessibles au public. Par conséquent, nous avons engagé un fournisseur externe, Strategic Insight, pour qu’il recueille des données à l’échelon provincial. Strategic Insight nous a donc fourni les recettes que l’industrie des fonds d’investissement tire de la vente de fonds communs de placement et de FNB pour l’ensemble du Canada et les principales provinces.

Nous avons ensuite engagé Statistique Canada pour qu’il fasse une simulation de son modèle interprovincial des entrées-sorties. Cette simulation a permis d’estimer l’empreinte économique de l’industrie des fonds d’investissement et des dépenses qui se répercutent en cascade dans l’économie plus vaste par la voie des fournisseurs, des employés et autrement.

La simulation des entrées-sorties fournit le détail du flux des dépenses dans les secteurs de l’économie, mais les résultats ne couvrent qu’un éventail limité d’impacts. Nous nous sommes donc servis du modèle macroéconomique de l’économie canadienne mis au point par le Conference Board du Canada pour arriver à estimer l’empreinte au-delà de que permettait le modèle des entrées-sorties de Statistique Canada.

# Évaluation de l’empreinte économique

Dans cette section, nous examinons les résultats de l’exercice de modélisation économique mentionné précédemment en nous attardant aux trois types d’impacts et en établissant au besoin des comparaisons avec la performance passée de l’industrie et les caractéristiques d’autres industries.

En 2018, l’industrie des fonds d’investissement a enregistré des recettes de 30,6 milliards de dollars et presque la moitié de ce montant en Ontario. (Voir le tableau 1.) La vaste majorité de ces recettes (28,5 milliards) viennent des frais associés au RFG pour financer les gestionnaires et les courtiers. Le solde, 2,1 milliards de dollars, correspond aux honoraires que certains courtiers facturent directement à leurs clients.

**Tableau 1**

**Recettes de l’industrie canadienne des fonds de financement, en 2018**  
(en milliards de dollars)

	Ontario	Québec	Colombie-Britannique	Alberta	Autres provinces
Recettes (des fonds communs de placement et des FNB)	14,0	5,7	4,2	3,4	3,4

Source : Strategic Insight.

## Impacts directs

Avec ces 30,6 milliards de dollars de recettes totales, en 2018, l’industrie des fonds d’investissement a contribué directement à l’économie canadienne pour l’équivalent de 9,7 milliards de dollars en activité économique à valeur ajoutée brute. Cette contribution directe correspond à la valeur totale en dollars des rémunérations payés aux travailleurs par l’industrie, les bénéfices gagnés par l’industrie, les impôts payés aux gouvernements et les frais payés aux régulateurs des marchés de valeurs mobilières. Ce chiffre représente l’activité économique associée aux fonds d’investissement à l’échelle des courtiers et des gestionnaires de fonds. L’exercice de modélisation a permis d’estimer les impacts directs de l’industrie à 81 000 emplois équivalents temps plein dans l’ensemble du pays. (Voir le tableau 2.) Fort de la plus grosse des économies provinciales et de la plus importante concentration de sièges sociaux de l’industrie des fonds d’investissement, l’Ontario prend naturellement la tête avec une contribution de 4,2 milliards de dollars en PIB et de 38 000 emplois. (Voir le tableau 3.)

**Tableau 2****Impacts économiques directs de l'industrie canadienne des fonds d'investissement, en 2018**

Principaux indicateurs économiques	
PIB aux prix de base (en milliards de dollars)	9,7
Revenu du travail	8,3
Emplois (équivalents temps plein)	81 000
Recettes de l'État (en milliards de dollars)	3,7
Fédérales	1,9
Provinciales	1,5

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

**Tableau 3****Impacts économiques directs — analyse provinciale, 2018**

	Ontario	Québec	Colombie-Britannique	Alberta	Autres provinces
PIB aux prix de base (en milliards de dollars)	4,2	1,9	1,3	1,1	1,2
Revenu du travail	4,0	1,5	1,2	0,9	0,9
Emplois (équivalents temps plein)	38 000	14 000	11 000	8 000	10 000

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

Ces résultats signifient que, pour ce qui est de sa taille économique directe, l'industrie des fonds d'investissement se compare à celles de la construction aéronautique ou du raffinage du pétrole. Elle emploie environ le même nombre de personnes que l'ensemble des stations à essence du pays, mais verse à ses employés de très hauts salaires. Avec les avantages sociaux, elle paie un peu plus de 100 000 \$ en salaires ou autres formes de rémunération par équivalent temps plein. Quatre-vingt-six pour cent du PIB de l'industrie correspond au revenu du travail, en comparaison de 48 % du PIB national, en moyenne.

Même si, globalement, les chiffres sur le revenu du travail sont impressionnants, la répartition des revenus dans l'industrie pourrait être meilleure. Notre exercice de modélisation ne nous permet pas de voir directement cette répartition, mais selon le recensement de 2016, la catégorie des professionnels en finance avait un revenu médian de 60 875 \$, mais un revenu moyen de 90 601 \$. Cet écart de 30 000 \$ entre la médiane et la moyenne est bien supérieur à la norme canadienne qui est plutôt de l'ordre de 11 500 \$.

Cela signifie que le revenu moyen dans l'industrie est gonflé par les salaires extrêmement élevés de certaines personnes au lieu de découler d'une répartition égale d'emplois hautement rémunérés.

Si l'on examine la performance globale de l'industrie au fil du temps, on s'aperçoit que les dix dernières années ont marqué pour elle une période de succès remarquable. (Voir le graphique 3.) Entre 2008 et 2018, le PIB de l'industrie a progressé à raison de 33,6 % au lieu de 19,5 % pour le PIB national. Le nombre d'emplois a grossi de 12,7 % contre 11,0 % pour la moyenne canadienne. Avec un niveau de production qui évolue beaucoup plus rapidement que l'emploi, et avec peu de changement dans le nombre moyen d'heures travaillées dans le secteur au fil des derniers 10 ans, l'industrie a réalisé d'énormes gains de productivité pendant la même période. En conséquence, le revenu du travail a augmenté dans une proportion étonnante de 40,7 % contre 23,6 % dans l'économie canadienne en général.

### Graphique 3

**Performance de l'industrie en comparaison de l'économie canadienne**  
(2008 = 100)



Source : Statistique Canada.

## Impacts par la voie de la chaîne d'approvisionnement

L'impact économique direct de l'industrie des fonds d'investissement est loin de représenter son empreinte économique totale. L'industrie soutient aussi une pléthore d'entreprises dans

d'autres secteurs de l'économie. Sans les achats de produits et services faits par les fonds d'investissement, les producteurs et distributeurs locaux vendraient moins. Ils auraient donc besoin de moins de personnel pour fabriquer et distribuer l'équipement de bureau et fournir des services professionnels. En additionnant ces impacts par la voie de la chaîne d'approvisionnement (dite « impacts indirects ») avec les impacts directs calculé dernièrement, on découvre qu'en 2018, l'activité économique associée à l'industrie a assuré au PIB national une contribution de 27,4 milliards de dollars et de 199 000 emplois. (Voir les tableaux 4 et 5.)

**Tableau 4**

**Impacts économiques directs et indirects de l'industrie canadienne des fonds d'investissement, en 2018**

Principaux indicateurs économiques	
PIB aux prix de base (en milliards de dollars)	27,4
Revenu du travail	18,5
Emplois (équivalents temps plein)	199 000
Recettes de l'État (en milliards de dollars)	4,4
Fédérales	2,3
Provinciales	1,9

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

**Tableau 5**

**Impacts économiques directs et indirects — analyse provinciale, 2018**

	Ontario	Québec	Colombie-Britannique	Alberta	Autres provinces
PIB aux prix de base (en milliards de dollars)	12,7	5,0	3,5	3,2	2,8
Revenu du travail	8,6	3,3	2,6	2,3	1,7
Emplois (équivalents temps plein)	92 000	38 000	27 000	20 000	21 000

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

Les impacts par la voie de la chaîne d'approvisionnement atteint un large éventail de secteurs industriels, dont les cinq principaux sont présentés au tableau 6. Les plus importants achats faits par l'industrie des fonds d'investissement visent les secteurs des services professionnels, scientifiques et techniques, qui comprennent les services de comptables, d'avocats et d'autres professionnels. D'autres intrants importants viennent des secteurs des services administratifs, de l'industrie de l'information et industrie culturelle (probablement sous la forme de services logiciels et technologiques), de la fabrication (probablement sous la forme d'équipement de bureau) et secteur du transport et de

l'entreposage. Dans chacun de ces secteurs, plusieurs milliers d'emplois sont soutenus exclusivement par les dépenses de l'industrie des fonds d'investissement.

**Tableau 6**

**Répartition des achats faits par l'industrie des fonds d'investissement dans sa chaîne d'approvisionnement, en 2018**

Secteur	Achats faits par l'industrie des fonds d'investissement (en milliards de dollars)	Emplois soutenus
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,0	14 000
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	1,4	12 000
Industrie de l'information et industrie culturelle	1,4	3 000
Fabrication	1,0	3 000
Transport et entreposage	0,6	3 000

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

## Empreinte totale

Le dernier type d'impact, quand on parle de l'empreinte économique totale, sont les impacts induits. Quand l'industrie verse des salaires à ses employés et des dividendes à ses actionnaires, ces revenus sont dépensés ailleurs dans l'économie, comme pour l'hypothèque, le loyer et l'épicerie. Ces dépenses font partie de ce qu'on appelle les impacts induits. Quand, à ce type d'impact, on ajoute les impacts directs et indirects, on obtient l'empreinte économique totale de l'industrie.

En 2018, la contribution totale de l'industrie des fonds d'investissement au PIB a été de 37,1 milliards de dollars. De façon directe, indirecte et induite, l'industrie a soutenu 260 000 emplois. (Voir les tableaux 7 and 8.) Dans l'économie en général, le revenu du travail total attribuable à l'activité économique de l'industrie a été de 22,4 milliards de dollars. L'empreinte économique de l'industrie des fonds d'investissement comprend aussi une importante part de recettes fiscales pour l'État et pour les organismes de réglementation. L'industrie des fonds d'investissement, y compris son activité économique indirecte (par la voie de la chaîne d'approvisionnement) et son activité induite par la voie des dépenses de ses employés, assure des recettes supplémentaires de 7,3 milliards de dollars à l'État.

**Tableau 7****Impacts économiques directs, indirects et induits de l'industrie canadienne des fonds d'investissement, en 2018**

Principaux indicateurs économiques	
PIB aux prix de base (en milliards de dollars)	37,1
Revenu du travail	22,4
Emplois (équivalents temps plein)	260 000
Recettes de l'État (en milliards de dollars)	7,3
Fédérales	3,8
Provinciales	3,1

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

**Tableau 8****Impacts économiques directs, indirects et induits — analyse provinciale, 2018**

	Ontario	Québec	Colombie-Britannique	Alberta	Autres provinces
<b>PIB aux prix de base (en milliards de dollars)</b>	17,2	6,8	4,9	4,4	3,8
<b>Revenu du travail</b>	10,5	4,1	3,1	2,7	2,0
<b>Emplois (équivalents temps plein)</b>	121 000	50 000	34 000	26 000	28 000

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

Globalement, l'industrie des fonds d'investissement a un multiplicateur économique total de 1,21. Cela veut dire que chaque dollar de revenu dans le secteur entraîne plus d'un dollar d'activité économique à valeur ajoutée qui se répand, par effet de ruissellement, dans l'ensemble de l'économie. Ce multiplicateur est nettement plus élevé que le multiplicateur moyen total de 1,06 pour toutes les industries au Canada. C'est signe que l'industrie des fonds d'investissement réussit un peu mieux que la moyenne à transformer ses revenus en production à valeur ajoutée dans l'économie canadienne. Le facteur qui influence le plus ce multiplicateur est la proportion des importations dans la production. Comme les intrants de l'industrie sont presque entièrement sous la forme de travail, elle n'a guère besoin d'importer d'intrants en comparaison d'autres industries. En conséquence, une plus grande part des gains de l'industrie reste dans les mains des entreprises et des travailleurs canadiens.

L'industrie des fonds d'investissement a un multiplicateur d'emplois équivalents temps plein de 8,48. C'est dire que chaque million de dollars d'extrants du secteur soutient environ l'équivalent de huit emplois à temps plein. Bien qu'il n'y ait pas de chiffres accessibles au public pour les emplois équivalents temps plein pour l'ensemble de l'économie, nous pouvons comparer la performance de l'industrie au reste de l'économie en utilisant le multiplicateur d'emplois totaux. Ce multiplicateur donne une pondération égale aux emplois à temps plein, aux emplois à temps partiel et aux emplois temporaires, mais il est plus largement accessible. Selon notre analyse, le multiplicateur d'emplois totaux de l'industrie des fonds d'investissement est de 10,75, alors qu'il est de 10,30 pour l'ensemble de l'économie canadienne. Cela signifie qu'en comparaison d'une industrie moyenne, celle des fonds d'investissement emploie légèrement plus de personnes par dollar d'extrant. C'est parce que la nature de son travail est à forte intensité de main-d'œuvre.

Comme n'importe quelle industrie, celle des fonds d'investissement évolue avec le temps. À mesure que ses entreprises et ses travailleurs apprennent des façons nouvelles et plus efficaces de fonctionner, la structure de l'industrie change. Si on examine les tableaux chronologiques des entrées-sorties, on se fait une idée du genre de changements survenus dans l'industrie. Les tableaux des entrées-sorties d'il y a dix ans montrent qu'en 2008, l'industrie arrivait légèrement mieux à transformer ses revenus bruts en PIB à valeur ajoutée et en emplois. En 2008, le multiplicateur du PIB total pour un dollar de revenu dans l'industrie des fonds d'investissement était de 1,27, ce qui veut dire que chaque dollar gagné par l'industrie entraînait, par effet de ruissellement dans la chaîne d'approvisionnement et dans toute l'économie, un gain de 1,27 \$. Selon notre analyse, ce chiffre est tombé à 1,21, sans doute en raison d'un accroissement des importations par le secteur. De même, en 2008, le multiplicateur d'emplois totaux (encore une fois, il n'y a pas de données sur les équivalents temps plein accessibles au public) pour un dollar de revenu dans l'industrie était de 14,98. Donc, pour chaque million de dollars de revenu enregistré par l'industrie, 15 personnes environ étaient employées dans l'ensemble de l'économie. En comparaison, ce multiplicateur a chuté à 10,75<sup>8</sup> dans notre analyse, résultat probable de l'automatisation grandissante du secteur.

Dans l'empreinte économique totale de l'industrie, le gros de l'activité économique se produit évidemment dans le secteur de la finance, des assurances et des services immobiliers, qui assure à lui seul presque les deux tiers du PIB total. (Voir le tableau 9.) Cependant, d'autres secteurs aussi ont une activité économique substantielle qui tombe sous l'empreinte économique de l'industrie des fonds d'investissement. Nous connaissons déjà bon nombre d'entre eux, parce qu'ils figurent dans la liste de la chaîne d'approvisionnement du tableau 6. La seule addition importante est le secteur appelé « Logements occupés par leurs propriétaires », qui reflète la valeur des loyers imputés des employés de l'industrie qui habitent dans un logement leur appartenant.

---

<sup>8</sup> Nota : Ce chiffre désigne tous les emplois et non pas les emplois équivalents temps plein. Le multiplicateur n'est utilisé ici que pour permettre une comparaison dans le temps.

**Tableau 9****Répartition de l’empreinte économique totale de l’industrie des fonds d’investissement, en 2018**

(%)

Secteur	Empreinte totale
Finance, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et sociétés de portefeuille	62
Services professionnels, scientifiques et techniques	6,4
Logements occupés par leurs propriétaires	5,2
Industrie de l’information et industrie culturelle	3,3
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d’assainissement	3,3

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

## Conclusion

L'industrie des fonds d'investissement conseille les Canadiens en matière d'épargne et de placements, et les aide à investir dans des moyens de placement comme les fonds communs de placement et les FNB. Face au vieillissement de la population canadienne, à notre indice de dépendance grandissant et à l'offre de plus en plus réduite de régimes de retraite dans les milieux de travail, il est fondamental que les Canadiens veillent dans les prochaines années à bien planifier leur retraite prochaine. Et, pour cela, ils doivent épargner et faire fructifier leur argent.

L'objet de ce rapport est de donner une vue d'ensemble de l'empreinte économique de l'industrie canadienne des fonds d'investissement. Dans un second rapport, le Conference Board proposera d'examiner de façon plus détaillée l'influence des conseils financiers sur le comportement des Canadiens au chapitre de l'épargne et sur l'économie dans son ensemble.

En 2018, l'industrie des fonds d'investissement a enregistré des recettes de 30,6 milliards de dollars tirées de la vente de fonds communs de placement et de FNB. À partir de là, le Conference Board estime que la valeur ajoutée au PIB directement attribuable à l'industrie se monte à 9,7 milliards de dollars, que l'industrie emploie 81 000 personnes (équivalents temps plein) et ajoute 3,7 milliards de dollars aux recettes de l'État.

Si on inclut les impacts directs, indirects et induits de l'industrie, son empreinte économique totale a atteint une valeur de 37,1 milliards de dollars l'an dernier. Elle soutient au total 260 000 emplois équivalents temps plein dans l'économie plus vaste et rapporte 7,3 milliards de dollars au trésor public.

# Annexe A : Notes explicatives sur la modélisation de Statistique Canada

## Définitions

Les impacts directs mesurent ce qu'il faut initialement à une industrie donnée pour produire l'équivalent d'un dollar de plus en extrants. Les impacts directs sur les extrants d'une industrie est le changement d'une valeur d'un dollar dans les extrants pour que ce changement de valeur d'un dollar se réfléchisse dans la demande finale. Avec ce changement vient aussi des impacts directs sur le PIB, les emplois et les importations.

Les impacts indirects mesurent les changements attribuables aux achats interindustriels en réponse aux nouvelles exigences des industries directement touchées. Cela comprend la réaction en chaîne des extrants tout au long de la filière de production, puisque pour chacun des produits achetés il faudra produire divers intrants.

Les impacts induits mesurent les changements survenus dans la production de biens et de services en réponse aux dépenses de consommation induites par les revenus des ménages (les salaires) générés par la satisfaction des exigences directes et indirectes.

## Hypothèses et interprétation

Le modèle des entrées-sorties (ES) part de l'hypothèse que les coefficients technologiques sont fixes. Il ne prend pas en considération les économies d'échelle, les contraintes de capacité, les changements technologiques, les externalités ou les variations de prix. Cela rend l'analyse des impacts à long terme ou à grande échelle moins exacte parce que les entreprises ajustent leur technologie de production et les coefficients technologiques des ES deviennent dépassés. Si on suppose que les entreprises ajustent leur technologie de production avec le temps pour accroître leur efficacité, cela signifie que les impacts d'un changement dans la demande finale tendent à être surestimés.

L'endogénéisation de la consommation des ménages s'appuie sur l'hypothèse que le comportement en matière de consommation est constant et que la part des dépenses par rapport au revenu est fixe.

Il est généralement reconnu que le modèle ouvert sous-estime l'empreinte économique, parce qu'il ne tient pas compte de l'activité des ménages, et que le modèle fermé surestime l'empreinte économique, parce qu'il repose sur des hypothèses rigides à l'égard du revenu du travail et des dépenses de consommation. On peut les voir comme représentant les limites inférieure et supérieure de l'empreinte.

## Équivalents temps plein et nombre d'emplois

Il y a deux types d'impacts et de multiplicateurs associés à l'emploi : un qui a trait au nombre total d'emplois et un autre qui transforme les emplois rémunérés en nombre

d'emplois équivalents temps plein (ETP). L'estimation du nombre total d'emplois couvre deux catégories principales : les emplois des employés et les emplois des travailleurs autonomes (y compris les personnes qui travaillent dans une entreprise familiale sans salaire). Le nombre total d'emplois comprend les emplois à temps plein, les emplois à temps partiel, les emplois temporaires et le travail autonome. Il ne tient pas compte du nombre d'heures travaillées par employé. Les emplois ETP ne comprennent que les emplois convertis en équivalents temps plein en fonction du nombre d'heures travaillées en moyenne pour un poste à temps plein, dans le secteur public ou privé.

La source de données pour le nombre d'emplois calculés dans le modèle est le tableau CANSIM 383-0033, Productivité du travail et mesures connexes par industrie du secteur des entreprises et par activité non-commerciale, conformes aux comptes des industries, des provinces et des territoires.

## Annexe B : Bibliographie

Association canadienne du commerce des valeurs mobilières. *Le secteur de l'investissement au Canada : Survol de 2018*, consulté le 2 juillet 2019, [https://accvm.ca/wp-content/uploads/Le secteur de l'investissement au Canada infographie survol de 2018.pdf](https://accvm.ca/wp-content/uploads/Le_secteur_de_l'investissement_au_Canada_infographie_survol_de_2018.pdf).

Association internationale des fonds d'investissement. *Worldwide Regulated Open-End Fund Assets and Flows, Fourth Quarter 2018*, communiqué de presse, 27 mars 2019, [https://www.iifa.ca/files/1553793497\\_IIFA%20-%20Worldwide%20Open-End%20Fund%20Report%20-%20Q4%202018.pdf](https://www.iifa.ca/files/1553793497_IIFA%20-%20Worldwide%20Open-End%20Fund%20Report%20-%20Q4%202018.pdf).

Autorités canadiennes en valeurs mobilières. *Fonds communs de placement : Bien s'informer*, ACVM, 2019, consulté le 28 mai 2019, [https://www.osc.gov.on.ca/documents/fr/Investors/res\\_mutual-funds\\_fr.pdf](https://www.osc.gov.on.ca/documents/fr/Investors/res_mutual-funds_fr.pdf).

Banque mondiale, La. *Global financial development—mutual fund assets to GDP (%)*, consulté le 19 juillet 2019, <https://datacatalog.worldbank.org/dataset/global-financial-development>.

Institut des fonds d'investissement du Canada, L'. *Faits et chiffres*, consulté le 27 mai 2019, <https://www.ific.ca/fr/info/stats-and-facts/>.

———. *Notre secteur*, consulté le 27 mai 2019. <https://www.ific.ca/fr/articles/who-we-are-our-industry/>.

Pollara Strategic Insights et L'Institut des fonds d'investissement du Canada. *Sondage auprès d'investisseurs canadiens en fonds communs de placement*, PSI/IFIC, juillet 2018, consulté le 28 mai 2019, <https://www.ific.ca/wp-content/uploads/2018/09/2018-Pollara-Mutual-Fund-Investor-Survey-September-2018-French.pdf/20751/>.

RBC Gestion mondiale d'actifs. *Understanding the costs of mutual fund investing*, RBC, juin 2016, consulté le 28 mai 2019, [http://funds.rbcqam.com/assets-custom/pdf/cost-of-mf-investing\\_e.pdf](http://funds.rbcqam.com/assets-custom/pdf/cost-of-mf-investing_e.pdf).

Strategic Insight. Données privées : Revenus pour l'industrie de fonds communs et de fonds négociés en bourse pour le Canada et les provinces. Reçu le 5 juin, 2019.

Statistique Canada. *Personnes occupées ayant travaillé toute l'année à temps plein et ayant déclaré un revenu d'emploi en 2015, Recensement de 2016*, consulté le 28 mai 2019, <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dv-vd/occ-pro/index-fra.cfm>.

**Des idées qui résonnent...**

